

REPONSE A L'ENQUETE PUBLIQUE ARCEP

HALLS D'ENTREE D'IMMEUBLES

Réponse à la question 1

Le GIMES soutient tout à fait la présentation faite par l'Autorité de l'environnement de l'accès aux immeubles.

Cette présentation met bien en exergue la délimitation entre les prestataires du service postal (au sens large) ayant besoin de l'accès aux boîtes aux lettres d'un côté et les résidents de l'autre.

Quel que soit le type de système de gestion des accès aux immeubles, les gestionnaires doivent constamment gérer des compromis entre la possibilité données aux prestataires ayant une autorisation légale de pouvoir rentrer et la sécurité des résidents qui impose la fermeture des accès.

Toutefois, devant la multiplication des prestataires d'accès aux immeubles, le gestionnaire aura de plus en plus de difficultés à gérer lui-même les accès en conformité avec les textes réglementaires en vigueur.

Réponse à la question 2

Il n'appartient pas aux constructeurs de définir quelles doivent être les caractéristiques opérationnelles d'une activité justifiant un code natif dans les centrales. Les codes natifs aujourd'hui entrés l'ont été suite aux demandes des gestionnaires et en aucun cas sur la volonté des constructeurs.

Toutefois, du point de vue du GIMES, une activité justifiant un code natif serait une activité, et seulement celle-ci, soumise à une autorisation et/ou une obligation légale(s) d'accès aux immeubles.

Réponse à la question 3

Le GIMES n'a pas autorité pour répondre sur le sujet.

Réponse à la question 4

Une solution serait la création d'une Entité composée des différents acteurs partie prenante dans l'accès aux immeubles (association de bailleurs, de résidents, prestataires divers, services d'urgence, de sécurité, installateurs, institutionnels, constructeurs de système de gestion d'accès,).

Cette Entité aurait pour but de définir, de mettre en oeuvre et de gérer les caractéristiques opérationnelles des activités ainsi que les prestataires justifiant un accès natif ; elle aurait pour but d'élaborer les modalités de mise en place dans les centrales.

Cette entité pourrait également gérer l'attribution des codes non natifs.

Réponse à la questions 5

Le GIMES a proposé dans son courrier d'octobre 2007 (dont une copie est jointe à la présente réponse) différentes solutions avec pour chacune d'entre elles les avantages et inconvénients. Ce courrier a été transmis au Comité de la Marque VIGIK. Ces différentes solutions devraient faire l'objet d'une discussion argumentée avec chacune des parties intervenantes.

Réponse à la questions 6

Dans l'état actuel du paramétrage des centrales installées, le GIMES ne voit pas d'autres solutions.

Réponse à la question 7

Le GIMES n'est pas favorable à l'extension de l'utilisation de code attribué pour les activités postales à d'autres prestations.

En effet, si le prestataire utilise un code service, le gestionnaire peut maîtriser les prestations pour lesquelles il autorise le prestataire à pénétrer dans l'immeuble, mais l'obligation légale le lui interdit.

Et si le prestataire utilise un code métier, le gestionnaire n'a plus la maîtrise des prestataires.

En conclusion, l'utilisation de code attribué pour les activités postales à d'autres prestations est préjudiciable à la transparence et la sécurité des accès.

Toutefois, pour des activités hors champ réglementaire, des accords spécifiques entre bailleur(s) et prestataire(s) sont tout à fait envisageables.

Remarque : les exigences concernant l'identification des accès formulées dans le paragraphe suivant la question 7 ne sont à ce jour réalisables que sur une petite partie du parc installé, le règlement VIGIK n'ayant aucune spécification en la matière.

Réponse à la question 8

Le GIMES fait le même constat que l'Autorité sur la présence et l'importance de LA POSTE dans les différentes structures relatives à VIGIK.

En premier lieu, le GIMES souhaiterait une plus grande autonomie du CNMIS vis à vis de LA POSTE en terme de gestion.

En second lieu, au niveau du Comité VIGIK, le GIMES proposerait notamment :

- un collège utilisateurs plus varié (bailleurs, autres propriétaires de serrures) ;
- un collège prestataires plus ouvert (opérateurs postaux, autres activités) ;

- une participation des institutionnels (ARCEP,) ;
- une présidence revenant à un membre du comité élu.

Enfin, le GIMES souhaiterait les aspect « propriétaire » et « opérateur » de LA POSTE soient définis clairement.

Réponse à la question 9

L'idée est d'insérer un ou plusieurs code(s) métier(s) natif(s) dans les centrales (valables 7j/7 et 24h/24).

Afin d'être compatible avec le parc existant, deux solution sont envisageables :

- utilisation de codes déjà existants : parmi les codes natifs présents, deux codes ont ces propriétés : ceux de FRANCE TELECOM (inutilisé à notre connaissance) et EDF/GDF (utilisé localement), qui peuvent être utilisés à cet effet.
- mise à jour des centrales déjà installées en insérant deux nouveaux codes métiers.

Dans un soucis d'optimisation d'efficacité des services des secours et d'urgence dans leurs interventions, les Institutionnels pourraient légiférer sur le sujet en imposant l'accessibilité des services de secours et d'urgence aux halls d'immeubles.

De plus, adapter les exigences techniques des serrures VIGIK pour être installées dans d'autres lieux que le hall d'accès de l'immeuble (chaufferie, ascenseur...) permettrait d'assurer la continuité de l'intervention des équipes de secours et d'urgence.

Réponse à la question 10

Le GIMES ne voit pas d'autres solutions que celle élaborée à la réponse à la question 4.

Une solution serait la création d'une Entité composée des différents acteurs partie prenante dans l'accès aux immeubles (association de bailleurs, de résidents, prestataires divers, services d'urgence, de sécurité, installateurs, institutionnels, constructeurs de système de gestion d'accès,).

De plus, cette Entité serait positionnée par rapport au Comité VIGIK de sorte que les décisions prises dans chacune de ces structures soient réalistes et cohérentes entre elles.

Les prestataires concernés sont ceux possédant un code natif.

Réponse à la question 11

Le GIMES estime qu'il appartient à l'Entité définie ci-dessus de définir ces catégories.